HAÏTI - Comprendre l'actuelle conjoncture dans ses rapports avec la formation sociale haïtienne et la situation internationale

Marc-Arthur Fils-Aimé

mardi 27 mai 2008, mis en ligne par Marc-Arthur Fils-Aimé

I.- Les stigmates de la colonisation française ou la question de couleur

1.- la force de la question de couleur

Parmi toutes les blessures que nous a léguées la colonisation française, nous privilégions dans cette étude la question raciale à cause de la place qu'elle a toujours occupée dans toutes les confrontations politiques depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. Tout d'abord, le racisme, l'un des supports idéologiques du colonialisme et du capitalisme, est un produit historique. Avant l'établissement et la légalisation de l'esclavage au cours de la deuxième moitié du XVII^{e} siècle, la France avait réservé aux quelques étrangers venus d'autres continents un accueil imprégné surtout de curiosité. Ses habitants s'inquiétaient davantage de la religion non chrétienne par exemple des Orientaux que de la couleur de leur peau ou de leurs cheveux. Ce scepticisme revêtait un caractère culturel plutôt que racial. L'Édit Royal du mois d'octobre 1716 et le Code Noir en 1685 ont institutionnalisé tout le préjugé racial que l'esclavagisme et le colonialisme ont inventé et nourri pour donner une arme subjective à leur forfait et à la domination occidentale sur le reste du monde. Le colonialisme a sciemment organisé et secrété dans presque dans tous les esprits de ses sujets ce facteur subjectif qu'est le préjugé de couleur. Le fouet et les sévices les plus rebutants ne suffisaient pas pour immobiliser les Africains dans leur situation. Le racisme ou la supériorité raciale devenaient un ajout indispensable à cela. Immanuel Wallerstein a donné l'explication suivante :

« Un système capitaliste en expansion (ce qui est le cas la moitié du temps) requiert toute la force de travail disponible puisque c'est ce travail qui produit les biens dont le capital est extrait pour être accumulé. L'expulsion hors du système est alors sans objet. Même si l'on veut maximiser l'accumulation du capital, il faut simultanément, minimiser les coûts de la force de travail) et minimiser également les coûts des troubles politiques (et par conséquent minimiser- et non éliminer, car cela est impossible- les revendications de la force de travail). Le racisme est la formule magique favorisant la réalisation de tels objectifs. »

Les Blancs malgré l'absurdité d'une certaine classification de l'être humain à partir de la couleur de la peau, qui ne répond à aucun critère scientifique se faisaient passer supérieurs aux Noirs. Cette croyance n'interdisait pas aux colons de pénétrer la case des Négresses pour leur donner des enfants mulâtres. De là s'est découlé à un certain moment de l'histoire sociale à Saint-Domingue une bataille farouche entre trois catégories humaines sur une base du pourcentage de plus ou de moins de mélanine. Les Mulâtres condescendaient à la supériorité de leur père et acceptaient parallèlement l'infériorité de leur mère. Dans leurs premières revendications politiques, ils ne réclamaient que la jouissance des mêmes droits civils et politiques que leur ascendant mâle tout en se souciant peu de la majorité noire. Dans leur sein, se développait une nouvelle fraction de semi- colons grâce à une certaine reconnaissance sentimentale de leur père qui leur facilitait l'accès à s'instruire même en France et à accumuler une certaine richesse. Ils possédaient eux aussi des esclaves qu'ils traitaient sans aucun aménagement. Il leur manquait l'accès aux superstructures étatiques pour intégrer dans toute sa dimension la classe des colons. Ils ne partageaient pas les mêmes intérêts avec la classe des esclaves.

« Ainsi, il y avait trois castes fondamentales d'hommes à Saint-Domingue. 1o la caste des colons blancs 2o la caste des affranchis (majorité mulâtre et minorité noire) et 3o la caste des esclaves (majorité noire et minorité mulâtre). A la veille de la révolution de 1789, les blancs étaient au nombre de 40000, les affranchis au nombre de 28000 et les esclaves au nombre de 452000 »

La montée de Toussaint et de ses lieutenants se montrait de plus en plus menaçante. Trois camps hostiles qui s'attiraient ou se repoussaient suivant la conjoncture, s'entre-déchiraient dans la colonie. Les alliances entre Blancs et Mulâtres contre les Noirs ou des Noirs et les Blancs contre les Mulâtres se faisaient et se défaisaient. Ce qui a porté la France sous le poids des circonstances par la voix du commissaire Sonthonax à proclamer le 29 août 1793 la suppression de l'esclavage dans les provinces du Nord. Polvérel, un autre commissaire a adopté une mesure similaire dans celles du Sud un mois plus tard. Un nouvel élément s'est ajouté à la complexité des luttes de classe dans la colonie. L'affranchissement général des esclaves favorisa l'émergence de Noirs riches et propriétaires d'esclaves face aux nouveaux libres dont les forces de travail constituaient leur seule richesse.

« Si nous passons aux affranchis, nous constatons que leurs intérêts de classe sont contradictoires : ces hommes libres ou plus précisément la fraction privilégiée de cette caste ont conquis de haute lutte une position très solide à Saint-Domingue, puisqu'en 1789, ils possèdent le quart des esclaves et le tiers des propriétés. Sur la base de cette position, les grands propriétaires de cette caste avaient partie liée avec les colons mais la politique de caste rigide de ces derniers et de la Métropole liera, en définitive, le sort des affranchis au sort des esclaves. »

2.- La naissance de la pauvreté de la paysannerie haïtienne

Les Toussaint, les Dessalines, les Christophe, les Pétion pour ne citer que ceux-là parmi tant d'autres généraux et grands chefs qui se sont emparés de la direction des luttes qui ont conduit à l'Indépendance, sont devenus plus tard les premiers chefs du nouvel État. Dans la colonie, ils exploitaient férocement leurs congénères. C'est pourquoi leur intérêt de classe les avait bien souvent situés à côté de la métropole pour guerroyer et terroriser la masse des nouveaux libres qui voulaient non seulement briser inconditionnellement leur chaîne, mais aussi devenir citoyennes et citoyens libres et propriétaires de leur terre. Le Noir Dessalines qui portait les armes sous les couleurs françaises, le mulâtre Pétion qui était membre de l'expédition de Bonaparte sous le commandement de son beau-frère Leclerc ont regagné le rang de l'armée révolutionnaire des masses travailleuses sous la pression des circonstances. Ils ont changé de camp quand ils se sont rendu compte que cette expédition cachait la mission secrète de rétablir l'esclavage. Cette critique objective de la situation de classe de ces grands stratèges ne signifie nullement une sous-estimation ou un mépris de leur apport dans la guerre de l'indépendance. Le général Giap du Vietnam a écrit que la tactique de guerre de Dessalines l'a aidé à combattre les Américains.

Cette tranche de notre histoire nous a permis de comprendre l'origine de la première formation sociale haïtienne. Les anciens libres à majorité mulâtres et à minorité noire grâce à leur expérience faite des luttes de guérilla contre le colonialisme et leur apprentissage auprès de l'armée expéditionnaire ont subtilisé la direction de la guerre des mains des anciens esclaves qui étaient dépourvus de biens meubles et immeubles. Les Dessalines, les Pétion, les Henri Christophe accompagnés d'une trentaine d'autres gradés de l'armée indigène révolutionnaire, ont proclamé l'Indépendance d'Haïti le premier janvier 1804 après avoir donné une leçon inoubliable à l'armée de Napoléon sous le commandement général de Rochambeau. Napoléon jouissait de la réputation de disposer de l'armée la plus puissante de l'époque.

Rappelons-nous que l'économie commande en dernière instance la politique. Les intérêts de classe ont subjugué tout sentimentalisme reposant sur une identité de couleur de la peau. Les premiers dirigeants de la première nation noire, ou disons de cette seule nation noire qui ait vaincu l'armée de ses oppresseurs coloniaux, étaient des anciens riches qui ne s'apprêtaient pas à divorcer d'avec leur pratiques anciennes. Au contraire au timon des affaires, ils s'étaient offert toutes les latitudes pour augmenter leur richesse en s'accaparant des biens des anciens colons et en organisant des distributions de terre à des grands généraux, à des amis. Le vocable grandon que celles et ceux d'entre vous qui connaissent Haïti ont l'habitude d'entendre vient de là. La majorité des anciens esclaves étaient acculés à habiter dans les

mornes ou à travailler les terres des grandons.

Le nouveau pouvoir n'hésita pas à publier des lois très dures qui dans la plupart d'entre elles, rappela bien l'époque prétendument révolue pour retenir les paysans dans leurs champs. La paysannerie pauvre est née le même jour que la nouvelle République qui a recouvré son nom originel aborigène : Haïti. Le latifundiste côtoyait quotidiennement le minifundiste. Même les actes de naissance des paysans jusque sous la présidence d'Aristide, mentionnaient encore leur origine sociale. Le mot paysan y était inscrit en grande lettre sous le fallacieux prétexte de leur délivrer l'acte gratuitement. Si certains courants de sociologues ont avancé la thèse de la dualité c'est-à-dire de l'existence parallèle d'une Haïti des villes et d'une Haïti de la campagne ou le monde en dehors- les paysans sont appelés moun mòn ou bien moun andeyò, ce qui a inspiré à Gérald Barthélemy le titre de son ouvrage ''Le pays en dehors'', pour nous il s'agit d'un seul pays à développement inégal selon les exigences du capitalisme. Les pays du centre ont toujours besoin de la périphérie pour perdurer leur avancement. Les classes riches de la périphérie parasitent la paysannerie pour assurer leur domination avec un gouvernement central pour perpétuer le statu quo.

3.- Les premières racines de notre mal-développement

Pour dominer leurs sujets, la faction noire et la faction mulâtre ont emprunté le chemin de la lutte de couleur que nous appelons le noirisme versus le mulâtrisme. Cette fausse identité qui a l'avantage de cacher les contradictions de classe, a traversé toute l'histoire d'Haïti jusqu'à nos jours. Les noiristes ont toujours évoqué l'arithmétique du nombre et les mulâtristes, la géométrie de la capacité en sous-entendant tout le racisme que cela recèle, pour s'accaparer de la direction politique du pays et s'enrichir malhonnêtement au détriment de la majorité populaire et même de la croissance économique du pays.

a.- La surexploitation de la paysannerie

Les trois ailes noire, mulâtre et étrangère des classes dominantes haïtiennes se sont jetées dans l'accumulation de l'argent facile. Les deux premières se sont mises à s'entre-déchirer pour occuper des postes politiques avec la complicité directe de la troisième, et pour s'approprier les bonnes terres légalement ou extra légalement sans les mettre en valeur de façon rationnelle. La vérification des titres de propriété ordonnée par l'Empereur Dessalines a causé parmi, tant d'autres griefs qui bouillonnaient dans toutes les classes sociales en formation pour des raisons différentes, son assassinat le 17 octobre 1806. Ce parricide a eu lieu moins de trois ans après la création du nouvel État. Entre-temps, les infrastructures industrielles de l'ex-colonie sont abandonnées à leur triste sort. Seul fleurit le commerce import- export dominé par des étrangers alors que la culture des denrées et des vivres est devenue le lot de paysans parcellaires communément appelés « petits paysans ».

Nous savons bien que le commerce ne produit nullement de richesse. Le commerce ne fait que la distribuer, la faire circuler. La fraction compradore de la bourgeoisie que certains théoriciens politiques haïtiens ont identifié comme une lumpen-bourgeoisie en référence au lumpen-prolétariat de Karl Marx s'est étonnamment grandie en étouffant toute velléité d'éclosion de sa fraction industrielle. Les Allemands, les Français qui bénéficiaient de la plus grande part de ce commerce n'avaient nul intérêt dans l'avancement structurel du pays. Et les Haïtiens ? Ils étaient obstinés par la voracité du gain rapide et la politique. Il n'a jamais existé une bourgeoisie nationale qui aurait été animée d'un grand désir de propulser une autre Haïti. Ce n'est pas parce que la bourgeoisie compradore a toujours été supplantée par des personnes d'origine européenne et autre, car comme l'a si bien dit Jean Luc :

« Le terme bourgeoisie nationale ne se réfère pas à la nationalité des individus mais au rôle national que leur position de classe leur permet de jouer dans la lutte anti-impérialiste »

Une preuve évidente de cet énoncé. A plusieurs reprises, des gouvernements institués ou des rebelles en marche vers le pouvoir ont offert des parties du pays aux Américains ou aux Français pour se procurer des armes ou des financements.

Les paysans cultivaient leur jardin soit comme propriétaires de petites quantités de terre très souvent peu

fertiles au flan des mornes, soit comme « *demwatye* », ou métayer, un mode de production qui rappelle en bien des points le rapport social féodal médiéval. Leur mauvaise situation économique résulte de leur exploitation effrénée, encouragée par leur analphabétisme car les dirigeants politiques jusqu'à ceux d'aujourd'hui n'ont jamais implanté de bonnes écoles dans les milieux ruraux. Non seulement, elles ont toujours été insuffisantes, mais aussi, leur qualité reste à désirer. En ville, l'éducation publique ne connaissait pas un meilleur sort. Ce même écart entre l'éducation réservée aux enfants des gens aisés et celle réservée aux enfants de parents avec des moyens financiers plus précaires tend à s'élargir de nos jours. Elles sont rares, les écoles, en milieu rural qui fonctionnent avec une enseignante ou un enseignant par classe. Généralement, ces derniers ne sont pas plus que trois pour les six classes primaires. Jean Luc dans ce même ouvrage a expliqué que :

« En fait, dans la société haïtienne, la bourgeoisie compradore est constituée d'individus de couleur claire et la quasi- totalité de la paysannerie est de couleur noire. C'est ce que la connaissance sensible révèle au premier abord. Mais si on se détache des premières impressions sensibles pour découvrir les rapports de nécessité, les rapports de cause à effet qui seuls constituent la connaissance rationnelle, on constate que la bourgeoisie compradore exploite les paysans parcellaires non parce qu'elle est de couleur claire, mais parce qu'elle est possesseur de capitaux engagés dans le trafic commercial. L'élément constitutif de son exploitation, de son rôle économique, ce n'est pas la couleur de sa peau, mais sa qualité de possesseurs de capitaux commerciaux »

« Inversement, les paysans parcellaires ne sont pas exploités parce qu'ils ont la peau noir, mais en tant que vendeurs de leurs produits aux bourgeois commerçants. De même les ouvriers noirs des villes et des campagnes ne sont pas exploités parce qu'ils sont noirs, mais en tant que producteurs de plus-value. »

b.- L'agissement délétère de la fraction internationale de la bourgeoisie et l'encouragement des luttes fratricides

Les grandes maisons de commerce d'origine d'outre-mer ne se contentaient pas de sucer la production agricole qui survivait seulement grâce au savoir faire des petits propriétaires et des petits possesseurs. Elles adoptaient la fâcheuse habitude de financer toutes les luttes inter fractionnelles des classes dirigeantes pour en tirer des avantages de toutes sortes allant jusqu'à des franchises douanières. Le nouveau gouvernement qui se mettait en place pour fonctionner empruntait de fortes sommes d'argent à des taux d'intérêt exagéré. Les grandes maisons réclamaient à tort et à travers des dédommagements énormes aussi pour compenser les prétendues pertes dont elles furent victimes durant les'' révolutions'' qu'elles avaient elles-mêmes financées parfois sous la menace de l'ambassade ou de la flotte de leur pays quand cela s'avérait nécessaire. Ce mode d'investissement rapportait tellement que la même maison finançait en même temps les deux camps rivaux. La plupart des propriétaires ou des responsables de ces maisons jonglaient avec leur double nationalité : l'une pour profiter des avantages que les lois nationales accordaient aux Haïtiennes et aux Haïtiens, l'autre pour se faire protéger de la puissance étrangère dans l'esprit de soutirer de l'argent au gouvernement haïtien. Les réticences qui ont marqué toutes nos constitutions quant à l'acceptation de la double nationalité sont liées à ces épisodes malheureux de notre histoire.

« On trouve en Haïti des étrangers vraiment honnêtes et dignes du plus grand respect. Ils sont malheureusement en petit nombre, et à côté d'eux grouille tout le rebut des nations étrangères : véritables scories que les sociétés rejettent de leur sein et qui, pour notre malheur, viennent s'accumuler en Haïti. Ils sont les artisans de nos discordes civiles ; on retrouve leur main dans presque toutes nos luttes intestines. Ils fournissent de l'argent aux mécontents pour les inciter à la révolte, et l'insurrection une fois proclamée, ils s'empressent de prêter au gouvernement les sommes nécessaires pour les combattre… soit que le gouvernement ou que l'insurrection triomphe, cela leur importe peu : ils sont sûrs d'encaisser de l'argent. A part le taux élevé auquel ils ont avancé aux contendants les sommes dont ceux-ci avaient besoin, ils ont toujours en poche d'inépuisables réclamations qu'avec un cynisme éhonté ils produisent au bon moment. Et ils trouvent des ministres, des représentants de grandes puissances pour soutenir leurs singulières et lucratives réclamations. »

Leslie J. Péan a rapporté la pensée d'un grand écrivain haïtien Roger Dorsainville qui durant une longue période de sa carrière politique et intellectuelle adhérait au noirisme.

« Dorsainville argumente que si Haïti a raté le rendez-vous de la modernité, cela est dû essentiellement aux pressions des grandes puissances étrangères qui sont intervenues avec leurs bateaux de guerre, tout au cours du XIXe siècle, dans les affaires internes haïtiennes, pour empêcher l'établissement d'une paix durable. Les nombreuses interventions de bateaux américains et européens dans les eaux territoriales haïtiennes pour défendre les intérêts de leurs ressortissants commerçants ne s'expliquent pas autrement. Les inquiétudes des puissances extérieures pour garantir leur part de marché les ont portées à s'impliquer dans les luttes qui se déroulaient entre les villes et les campagnes, entre anciens et nouveaux libres, entre les paysans producteurs et la bourgeoisie étatique alliée au commerce extérieur, pour empêcher que la balance ne penche dans le sens des intérêts des masses paysannes. Essentiellement, les intérêts de ces puissances ont œuvré pour qu'Haïti soit un pays au rabais, se réduisant à un marché ouvert à tous les vents ».

Le constat de R. Dorsainville recèle une part de vérité. Cependant, la responsabilité imputée aux forces étrangères est mal proportionnée car ce sont les classes dirigeantes et dominantes haïtiennes qui ont pavé la voie aux interventions externes mal intentionnées. Dans toute tension dialectique interne/ externe, l'interne joue le rôle principal de la contradiction. Les luttes fratricides pour des motifs parfois peu nobles ont paralysé l'évolution positive de la nation. Les ressources physiques, mentales et naturelles suffisaient pour un départ dynamique. La volonté politique a toujours manqué. Comme le professeur Leslie Manigat eut à le déclarer à plusieurs reprises :

« Haïti, *mutatis mutandis*, n'était pas alors si dissemblable à la France, du point de vue de la structure sociale. Redisons-le une nouvelle fois et mieux encore : une petite minorité dirigeante hégémonique, culturellement raffiné à la parisienne, véritable race gouvernante dotée du monopole de l'avoir (la grande richesse), du savoir (de l'instruction supérieure), du savoir-faire (l'instruction supérieure), du savoir-faire (raffinement de la socialisation et du pouvoir (les moyens de la puissance publique et de la condition légitime). Le'' peuple '' était à l'opposé : en gros un conservatoire bariolé d'un état de pauvreté persistante mais décente, de l'ignorance superstitieuse de la majorité rurale analphabète mais pas nécessairement « bête »malgré ses limites, d'une « vulgarité des mœurs » et du langage relevant des périmètres d'une autre culture, et de la soumission propre à la race des gouvernés. La modernisation économique et technique par l'industrialisation a reçu son impulsion décisive sous le Second Empire français et continuera sous la III^{e} république qui enclenchera le processus rapide de démocratisation. Haïti, a raté le train de la modernisation et celui de la démocratisation, corollaires partout ailleurs de l'industrialisation, et son retard accumulé va la faire entrer en sous-développement ».

La question de la couleur de la peau sciemment soignée par les classes dominantes a toujours visé à embrumer la conscience de classe de la majorité populaire alors que ces classes dominantes se sont toujours entendues pour briser tous les soulèvements de cette majorité. Avant et jusqu'en 1915 avec l'occupation américaine, des chefs militaires et grands propriétaires fonciers armèrent des bandes de paysans pour chasser le président en fonction et se hisser au pouvoir avant de les abandonner tristement à leur sort en attendant l'offre d'un nouveau soupirant. Il a fallu attendre jusqu'en 1874 pour qu'un président en l'occurrence Nissage Saget laissât de plein gré le Palais National à la fin de son mandat constitutionnel de quatre ans. En deux ans, soit du 4 mai 1913 au 27 juillet 1915, quatre présidents se sont succédé au pouvoir. Les Américains ont saisi cette occasion pour envahir le pays et l'occuper pendant dix-neuf ans.

II.- L'occupation américaine et ses conséquences profondes

Les troubles à travers le pays n'ont été qu'un prétexte pour occuper le pays. D'ailleurs, depuis la déclaration du président Monroe adressée au Congrès de son pays en 1823, les Américains s'étaient spécialisés à envahir soit le Mexique pour lui dérober de grandes parties de son territoire et de ses richesses naturelles soit les pays de l'Amérique Centrale et des Caraïbes comme le Nicaragua, la République Dominicaine. L'amendement Platt de 1901 qui a concédé à l'État américain la baie de

Guantanamo à Cuba n'est pas étranger à Monroe. Celui-ci a développé sa doctrine vulgarisée sous le nom de Doctrine de Monroe en interdisant aux Européens de faire de nouvelles conquêtes dans les Amériques tout en s'abstenant de s'ingérer dans leurs affaires. C'était tacitement un premier partage du monde avant le traité de Yalta en 1945 qui régala les occidentaux de l'Afrique et l'Union soviétique sous la baguette de Staline de l'est de l'Europe.

Les occupants ont un comportement typique partout où ils se trouvent : l'humiliation des nationaux, l'irrespect des lois du pays en question, l'accaparement manu militari de ses richesses. Les élites noires et mulâtres, le gouvernement et l'ensemble de la classe dominante, ont accueilli avec chaleur l'occupation d'après l'amiral Caperton, chef de l'opération dans une lettre au Secrétaire de la Marine. La paysannerie au contraire a résisté pendant plusieurs années avec des moyens inégaux. Elle s'est soulevée sous la direction de Charlemagne Péralte qui, après son lâche assassinat par les marines, a été remplacé par Benoît Batraville. Les Américains parmi leurs premières mesures, ont quasiment nommé leur propre président en la personne de Sudre Dartiguenave le 12 août 1915, ont dissout en 1917 l'assemblée nationale parce que les parlementaires haïtiens refusaient de voter la nouvelle Constitution écrite par l'ancien Sous- Secrétaire de la Navy Franklin Roosevelt lui-même et nommé un Conseil d'État. En 1919, ils ont rétabli une vielle loi appelée '' corvée'' qui obligeait les paysans à fournir six jours de travail gratuits pour la construction et l'entretien des routes. Le témoignage de Leslie Péan sur les accrocs de l'occupation incite à la réflexion profonde :

« En imposant la Constitution de 1918 aux Haïtiens dans laquelle l'inamovibilité des juges est abolie, les Américains font une triple entorse à l'établissement d'une société et d'un État de droit. D'une part, la loi - mère du pays, la Constitution, est écrite par Franklin Roosevelt, ancien Sous-Secrétaire de la Navy et « enfoncé – suivant les mots du président américain Warren Harding – dans la gorge des Haïtiens à la pointe d'une baïonnette ».

Pour la première fois, dans toutes nos multiples Constitutions même si elles ont été toujours conçues sur la mesure du président établi, est abolie un article qui interdisait aux étrangers de posséder des biens immeubles dans le pays. Grâce à ce changement, ils se sont permis de s'attribuer une quantité énorme de terres qui en 1929 s'élevait d'après Mme Castor à 15.000 hectares. Conséquemment à ces expulsions parfois très brutales, la misère s'est installée sur un autre palier dans les pays et nous en payons les frais jusqu'à nos jours. Les informations de Mme Castor méritent d'être rappelées »

« Criblé de dettes, mal alimenté, privé de son lopin de terre le paysan connaissait une situation encore plus critique qu'avant l'occupation. D'après les rapports de la gendarmerie, le vagabondage augmentait à la campagne' ; de nombreux paysans allaient dans les villes grossir le nombre de chômeurs. L'émigration prit des proportions considérables et tragiques, démontrant avec évidence le mécontentement du paysan qui s'en allait parfois pour toujours, vers Cuba ou la République Dominicaine à la recherche d'un avenir moins sombre. »

« D'après M. Séjournée, Inspecteur Général des Douanes, plus de 300.000 Haïtiens abandonnèrent le pays pendant 19 ans de l'occupation et aucun de revint à sa terre natale. »

Écoutons Suzy Castor :

« En 1922, les Américains décidèrent de nommer un nouvel homme de confiance : Louis Borno, un politicien éminent, ancien ministre de Dartiguenave et avocat des grandes entreprises étrangères. Il se montrait disposé à tous les "compromis" dans le cadre de la "coopération", laquelle selon lui, était "la seule politique" qui, adaptée à la lettre du traité, se conformait aux intérêts de la nation »
« Après sept années "d'expérience" avec Borno, le commandant John Russel écrivait : "Il n'a jamais pris une seule décision sans m'avoir consulté au préalable". »
.
Les occupants ont désarmé les paysans et formé leur propre armée sous le nom de ''Gendarmerie''. Cette nouvelle force militaro- policière qui n'avait jamais démérité de la confiance de leur tuteur avait toujours conservé son rôle de relais. Jusqu'à sa dissolution par Aristide en 1995 lors de son retour d'exil, elle a changé d'appellations à plusieurs reprises sans avoir jamais modifié sa nature. Les classes dominantes

réclament de nos jours le retour de cette armée extrêmement répressive et garante fidèle de leurs intérêts et de ceux des capitalistes américains en faisant accroire qu'elle était cette force révolutionnaire qui avait combattu l'armée française et qui a forgé la nation haïtienne. Péan a rapporté les propos suivants tirés du même ouvrage :

« Nous préparons les Haïtiens à être des subordonnés, écrit la Women's International League for peace and Freedom en 1926, à travailler sous les autres, lesquels prennent les responsabilités. Nous leur enseignons à accepter le contrôle militaire comme la loi suprême et à acquiescer à l'usage arbitraire de l'autorité. »

Effectivement, les gouvernements haïtiens qui se sont succédé après le retrait de droit et non de fait des troupes américaines se sont toujours pliés à la volonté du pouvoir du grand voisin du Nord. La soumission et la corruption des classes dirigeantes et dominantes se sont conjuguées pour déboucher sur cette catastrophe écologique et sur la perte économique découlant du contrat de la Société Haïtiano-Américaine de Développement Agricole (SHADA). Entendons bien ce que nous a écrit Leslie Péan à ce sujet :

« D'abord les activités de la (SHADA) se concentrèrent sur la production du sisal. La SHADA avait signé un contrat avec la Defense Supplies Corporation des États-Unis, une filiale de la RFC, pour produire 25 millions de livres de sisal pour la période se terminant au 15 novembre 1945. La SHADA sera financée par les investissements américains et obtiendra des concessions spéciales incluant l'accès gratuit à des terres de l'État, l'exemption d'impôts et le droit exclusif d'acheter et de vendre le caoutchouc. La SHADA fit l'acquisition de plantations d'hévéa et de sisal, de 15.000 acres de forêts en pin avec des scieries, deux usines de décorticage et de quelques kilomètres de voie ferrée. Toutefois, l'essentiel des activités de la SHADA concerne la production de la plante à caoutchouc pour laquelle elle fit l'acquisition de plus de 100.000 acres de terre. »

Nous avons deux grandes leçons à tirer de cette citation :

1- La quantité de terre accordée à une société étrangère pour un produit qui n'est pas destiné au marché national.

2- Le sisal est un produit qui détruit l'humus et rend la terre inapte à la culture è moins qu'elle soit mise en jachère pour reprendre sa fertilité et cela demande de longues années.

Aujourd'hui encore, l'actuel pouvoir se trouve en négociation avec le Brésil, les États-Unis d'Amérique pour produire de l'agro-combustible dans ce pays où la carence alimentaire se fait de plus en plus sentir. Jacques Diouf, Directeur Général du Programme alimentaire Mondial des Nations-Unies a cité entre autres parmi les causes de la hausse des prix au niveau international : le changement climatique et surtout la demande de plus en plus élevée de bio- combustible (que nous préférons appeler par son vrai nom : l'agro-combustible). Jean Ziegler ce chercheur suisse bien connu a considéré la politique de l'agro-combustible comme : ''un crime contre l'humanité''. Il faut, selon les dernières données, 1 tonne de maïs pour fabriquer en moyenne 413 litres d'éthanol

III.- L'actuelle conjoncture dans ses rapports avec la formation sociale haïtienne et la situation internationale.

La crise qui sévit actuellement dans le pays s'abreuve à trois sources distinctes : la formation sociale haïtienne, la dépendance du gouvernement et la crise de la mondialisation mais elles sont toutes dialectiquement imbriquées l'une dans l'autre. La formation sociale haïtienne est structurellement prédisposée à la germination de ces crises qui ont tendance à s'aggraver avec la mondialisation néolibérale.

Le panorama historique ci-dessus nous a permis de découvrir les éléments fondamentaux de la stagnation actuelle. M. Préval, au cours de sa deuxième présidence, n'a pas modifié sa politique antérieure pour attaquer la charpente sociale asymétrique née en 1804 et pour prévenir ou au moins atténuer les multiples crises conjoncturelles inévitables qui vont jalonner tout son quinquennat. Il reste attaché à

l'application stricte du néolibéralisme sous les ordres du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Pendant que la misère de la grande majorité de la population haïtienne s'intensifie dans les villes comme dans les campagnes, le gouvernement de l'ex- Premier Ministre Alexis a reçu à plusieurs reprises le satisfecit de ces institutions de Breton Wood. Il s'est assigné comme priorité la politique macro-économique qui consiste à faire prévaloir la bonne gouvernance sur celle de la micro- économie pour payer la dette illégitime et gonfler les réserves bancaires. La préparation de la privatisation du secteur public même parmi les plus stratégiques et les plus rentables comme la télécommunication, les ports et les aéroports avec des vagues de révocation massive, occupe une place importante dans sa politique. Le gouvernement n'a tiré aucune leçon des méfaits de sa pseudo capitalisation- euphémisme de privatisation dans le jargon néolibéral- de la minoterie, de la cimenterie durant son premier quinquennat. Les résultats que nous vivons aujourd'hui sont une suite logique de cette ligne.

Les derniers évènements de la première quinzaine du mois d'avril qui se sont acheminés par des heurts violents, des casses, des attaques parfois frontales contre la MINUSTAH et finalement par le vote de non confiance du Sénat qui a conduit à la démission forcée du premier ministre Jacques Edouard Alexis, se seraient produits un jour ou l'autre. Le gouvernement de Préval/ Alexis ne gouvernait ni le quotidien, ni le moyen et le long termes. Dès son accession au pouvoir au cours de l'année 2006, ce gouvernement se livrait à la merci de la communauté internationale. Il se comportait comme un prolongement légitime de l'époque transitoire assurée, suite à l'éjection d'Aristide par les Américains et les Français, par une équipe que ces derniers ont choisie. Le Cadre Intérimaire International ou CCI qui était la seule boussole du gouvernement intérimaire d'Alexandre/Latortue est devenu celle de Préval/Alexis. Le Programme d'Apaisement Social (PAS) ou le Document de Réduction Stratégique de la Pauvreté Intérimaire (DRSPI) ou la formule actuellement en vogue le Document Stratégique National de la Croissance de la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP) ressortent comme le prolongement du CCI sous d'autres sigles. Ceux-ci se passent de l'un à l'autre sans une évaluation du précédent et surtout dans l'opacité ou du moins dans l'exclusion de celles et de ceux pour qui les projets sont élaborés.

Parler de l'occupation actuelle du pays ne se limite pas seulement à la présence de la MINUSTAH sur le sol national. Celle-ci expose la présence militaire d'une occupation plus profonde et plus subtile qui se distille à travers la mainmise réelle de notre souveraineté politique et économique. Ce que le commandant Russel a dit de Louis Borno durant la première occupation américaine garde toujours la même pertinence. La dépendance de l'actuelle classe dirigeante saute aux yeux de toutes et de tous. Les premières démarches de l'équipe Préval/ Alexis consistaient à implorer la communauté haïtienne pour lui accorder des fonds pour son fonctionnement qui dépend de plus de 60% d'elle. Sans le concours de cette dernière, les élections qui constituent un acte supérieur de la souveraineté nationale et l'exécution de tous projets d'infrastructure qui doivent obligatoirement répondre aux critères de cette communauté en lieu et place des nécessités nationales, régionales ou locales, demeurent impossibles. Des réunions en Europe, aux États-Unis, dans la Caraïbe, et à Port-au-Prince ont eu lieu et sont suivies de promesses de milliards de gourdes ou de dollars d'aide internationale qui n'arrivent que très tard et surtout en gouttes. Le président Préval toujours dans le souci de plaire aux grandes puissances qui n'ont nullement intérêt dans le développement intégral du pays ne considère plus, comme lors de son premier mandat, la question de la réforme agraire comme une priorité pour la reprise de l'agriculture. La bourgeoisie locale et internationale et la classe dirigeante répandent l'idée que la cherté de la vie qui a intensifié la misère de la grande majorité populaire résulte exclusivement de l'évolution du marché mondial. Sans sous- estimer la hausse des prix sur ce marché- ce qui mérite un analyse profonde pour en découvrir les causes factuelles et les causes constitutives- elles minimisent ainsi deux vérités évidentes dont l'une relative à l'ouverture sans réserve du marché national aux produits importés et l'autre à la règle d'or du néolibéralisme qui veut que le marché soit régulé par le marché. Les barrières douanières haïtiennes sont les plus exposées à la concurrence internationale de tous les pays de la Caraïbe du fait de leurs taux les plus bas. Cette politique a mis en berne la production nationale

C'est pourquoi l'ancien premier ministre Alexis et le président Préval pour répondre aux demandes populaires n'ont jamais cessé de ressasser les mêmes formules éculées : créer des milliers d'emplois temporaires dans la réparation de quelques infrastructures, distribuer des plats chauds dans les écoles, arrêter l'insécurité pour attirer les investissement étrangers malgré que les espoirs de la « Loi

d'Encouragement au Partenariat Hémisphérique » (la loi HOPE) n'ait accouché qu'une souris avec la reprise de seulement trois mille emplois sur la centaine de milliers annoncée. Le président Préval au cours de son discours le troisième jour de la mobilisation populaire, n'a pas dit mieux en répétant les mêmes chants de sirène. Il a reconnu que la situation actuelle est le produit de vingt ans d'une certaine politique sans l'identifier. De ces vingt ans, de combien a-t-il profité pour remplacer les porcs créoles que le gouvernement de Jean-Claude Duvalier avait abattus inutilement sous l'injonction du président Reagan dans les années 80 ? Qu'a-t-il entrepris pour redresser la production nationale face à l'agression des produits importés dont l'agression a débuté à partir de 86 sous la houlette des « Chicago Boys » et subventionnés par les pays riches pour prévenir le dumping ? En 1985, Haïti produisait 123.000 tonnes métriques de riz. Aujourd'hui, le rendement s'élève à 90.000 tonnes métriques pour nous arrêter seulement à cette céréale.

Malgré cette autocritique timide, il a continué de nier l'aspect structurel de la crise en proposant des palliatifs comme l'invitation aux employés touchant plus de 30000 gourdes – moins de mille dollars américains dans cette jungle commerciale – de concéder 10% de leur salaire, et aux ministres de s'attribuer moins de pers diem pour leurs voyages à l'étranger. Les grands importateurs d'aliments de leur côté ont demandé la baisse ou l'abolition de taxe pour arrondir davantage leurs profits déjà exorbitants, quitte au peuple à avoir quelques grains de riz de plus dans son assiette. On croirait réduire ce peuple à un animal apprivoisé qui pour survivre attend des grains à bon marché. Le changement qualitatif de la consommation traditionnelle avec plus de produits importés qu'auparavant n'a pas inquiété non plus les autorités politiques et économiques alors que ce changement participe fortement de la crise. Autrefois, on ne mangeait le riz qu'une fois par semaine dans la plupart des familles. La cuisine locale regorgeait d'autres céréales comme le maïs moulu, le petit- mille, et de tubercules. L'insatisfaction presque générale ne se réduit pas à la faim. Le délabrement de la couverture sanitaire nationale, le système scolaire abandonné à plus de 80% au secteur privé et entretenu très mal par lui d'où le phénomène « d'écoles borlette », ce phénomène qui infecte de plus en plus le milieu universitaire, l'habitat, l'arrêt de la dégradation de l'environnement dénudé à plus de 98%, etc. font partie de l'ensemble des revendications qui ont secoué le pays. Une bouteille de gaz propane de 25 livres coûte plus cher chez nous qu'une bouteille de 50 livres de ce même gaz dans la République voisine. Des chômeurs et des victimes des licenciements massifs et arbitraires des entreprises publiques en voie de privatisation participaient activement aux grandes mobilisations de ce début d'avril et couraient aussi les rues. Quelle réponse leur a-t-on proposé ? Toutes les instances internationales interviennent pour offrir de l'argent, de la nourriture qui affectera davantage la production nationale et aggravera avant longtemps la situation. Le fond structurel des problèmes auxquels on veut donner un vernis économique, est politique. Ce fond n'est pas même effleuré.

Au nom de la mondialisation néolibérale, le chef de L'État a concédé le rôle régalien et régulateur de l'État à une classe d'affairistes qui augmente le prix des marchandises de façon non proportionnelle à leur hausse réelle sur le marché international. Pendant que le Sénat recevait le Premier ministre Alexis, le premier citoyen de la nation au Palais négociait avec cette classe d'affairistes qui, d'après plus d'un, ont lâché la bride des prix pour punir le gouvernement qui a augmenté le salaire minimal à 150 gourdes sur les 350 demandées par les syndicats. Faisons ensemble avec l'Association Nationale des Agro-Professionnels Haïtiens (ANDAH) le constat suivant :

« Haïti importe comme la République Dominicaine du blé qui est transformé en farine. La hausse du prix du blé qui s'est traduite en trois dollars de plus sur le sac de farine en République dominicaine alors qu'en Haïti on assiste à un doublement de prix. Le prix de sac de farine est passé de USD 20.5 à USD 41 dollars en Haïti ».

« La hausse du prix du riz sur le marché mondial est indéniable mais est-elle proportionnelle à la nette augmentation de prix noté au niveau local ? Est-il nécessaire de rappeler la nette et rapide augmentation du prix de la petite marmite sur le marché local au cours des cinq derniers mois ; cet état de fait alimentant toutes les conversations ? Rappelons que le prix de la petite marmite de riz a subi en moins de 5 mois une augmentation de près de 8 gourdes (17,1 gourdes en octobre 07 et 25 gourdes fin février 2008) ce qui est énorme. »

Dans le même document, l'ANDAH a expliqué que le prix moyen du riz américain est plus élevé que celui d'autres pays producteurs asiatiques. La situation dépendante de notre gouvernement l'empêche même de chercher les avantages les plus immédiats ailleurs. L'avenir s'annonce plus triste d'après les experts de la FAO, de la PAM, du FMI et même du Secrétaire de l'ONU avec l'augmentation continue du prix des principales céréales et du pétrole sur le marché international. L'échec de la politique du gouvernement Préval/Alexis et du prochain qui sans doute restera attaché aux grands axes du néolibéralisme, signifie aussi l'échec du mode de production dominant haïtien et celui de la mondialisation capitaliste.

Le mouvement populaire est acéphale

En 1986, la mobilisation populaire a atteint son paroxysme au point tel que le gouvernement américain, les classes dominantes locales et la hiérarchie de l'église catholique ont dû s'interposer pour envoyer Jean-Claude Duvalier en exil et monter un pouvoir militaire de sensibilité duvaliériste. Le peuple a perdu une bataille qu'il a préparée pendant près de trente ans de dictature. Dans la clandestinité, des organisations révolutionnaires ou de droite acceptaient tous les sacrifices jusqu'à la mort pour miner la présidence à vie. Le mouvement populaire dans sa spontanéité a devancé les calculs de toutes les forces de l'opposition, et ses ennemis traditionnels ont récupéré tout le bénéfice de ses engagements. Les organisations révolutionnaires n'ont pas eu la capacité d'emboîter le pas aux avancements démocratiques et se sont laissé noyer, dans leur grande majorité, par le charisme et la démagogie d'Aristide en 1990. Jusqu'à présent, elles n'arrivent pas à s'en sortir pendant que la maturité politique du peuple continue à se développer. Les politiciens traditionnels aveuglés par la tentation du pouvoir, s'émiettent en de multiples particules. Ils ont créé l'habitude, pour pallier leur incapacité de former des militants malgré toute la batterie médiatique à leur portée, de coopter les gens et de puiser leurs candidats aux postes électifs dans des organisations de base, qui pour de multiples raisons dont la pauvreté, restent très fragiles.

Les dernières manifestations populaires peuvent être comprises dans la même logique de manque de direction politique évidente. Les conditions objectives de lutte invitent les grandes masses à présenter dans les rues leurs revendications, mais l'inexistence de partis politiques capables d'embrasser l'ensemble de ces revendications freine prématurément leurs élans qui souvent frisent ou tombent dans la dérive. Finalement, ces revendications sont ramassées par celles-là et ceux- là mêmes que ces masses croient combattre. Si le mouvement féministe avec la Coordination Nationale de Plaidoyer pour les Droits des Femmes, la CONAP, commence à fédérer des organisations de femmes, la situation diffère des autres grandes catégories sociales populaires comme des organisations paysannes, étudiantes. Le syndicalisme ouvrier s'essouffle de plus en plus et frôle l'abîme après son apparition en force après la chute de Jean-Claude Duvalier en 1986.

Le temps est venu pour un meilleur encadrement du mouvement populaire par un leadership organisationnel responsable, doté d'une vision à court terme pour résoudre les problèmes immédiats, et d'une vision plus éclairée pour placer le pays sur la voie de son développement national. Le concours international viendra en appoint suivant les demandes du pouvoir et les besoins du pays. La dépendance tue les initiatives nationales au lieu de les promouvoir et les encourager. L'obéissance du gouvernement de rentrer dans l'agro- combustible pour alimenter les voitures américaines se veut une preuve convaincante.

En attendant, le président Préval se trouve empêtré dans un dilemme : concevoir un plan de remise en valeur de la production nationale en rupture avec le néolibéralisme ou se perdre dans des solutions partielles et conjoncturelles avec des sorties répressives des forces policières et militaires pour briser l'ardeur des manifestantes et des manifestants. Grâce à la faiblesse des partis politiques traditionnels et à cause de la léthargie du mouvement populaire, les conflits sociaux ont dominé essentiellement les contradictions politiques.

Quelques lignes de perspective

Jamais, ce gouvernement n'a proposé de décisions élaborées pour combattre la corruption et l'impunité, pour contrôler l'ensemble de nos importations afin d'accumuler des fonds frais nationaux disponibles au

service de la grande population. Avec de nouvelles décisions fermes, rationnelles et réelles pour structurer les petites et moyennes entreprises et mettre à la disposition du monde agricole un montant plus raisonnable que les quelque 4% prévu au budget national, le pays pourrait reprendre son ancienne autonomie dans bien des domaines comme dans celui de la souveraineté alimentaire. L'importation des produits alimentaires jusque vers la fin des années 70 était complémentaire alors qu'aujourd'hui, elle est devenue l'essentielle et notre production complémentaire. Seulement 1% du crédit des banques commerciales est alloué à l'agriculture. Le concept de développement induit souvent en erreur en le confondant avec la croissance qui signifie autre chose. Le développement ne désigne nullement de refaire les chemins parcourus par la plupart des pays riches. Éthiquement et objectivement, nous ne pouvons plus coloniser d'autres pays pour une nouvelle accumulation du capital. Nous ne détenons pas non plus les moyens techniques modernes et sophistiqués pour exploiter la richesse d'autres pays.

Avec une réforme agraire sérieuse accompagnée d'un crédit agricole abordable pour les paysans, tout pouvoir qui désire sortir Haïti de ce marasme conjoncturel et structurel se trouve dans l'obligation de concevoir un plan de développement social intégré et endogène c'est-à-dire un plan qui vise en premier lieu le marché national sans ostracisme de la majorité populaire ni autarcie. La petite et la moyenne entreprises doivent y servir de point d'assise avec un accent spécial pour l'artisanat traditionnel comme la couture, la cordonnerie, l'ébénisterie, la charpenterie etc. Il s'avère indispensable que cette branche de l'industrie traditionnelle qui s'essouffle péniblement avec la percée sans précédent sur le marché local des produits d'occasion communément appelés « pèpè » achetés surtout aux États-Unis d'Amérique relève de ses cendres. Le président peut bien faire des miracles avec un choix politique indépendant contrairement à ce qu'il a encore répété dans sa dernière intervention publique de façon plus voilée. Pour cautériser l'hémorragie des cadres professionnels, intellectuels, et des travailleurs manuels,- en deux ans de ce gouvernement, la République Dominicaine seulement a rapatrié plus de 33.000 de ces travailleurs- des solutions urgentes et à notre portée doivent être prises. La nouvelle conscience qui se développe dans les pays du Nord envers la biodiversité corroborera cette nouvelle approche du bien-être des peuples. Un miracle qui n'a pas besoin de provenir du ciel. La crise est éminemment politique et attend des réponses éminemment politiques qui accompagneront les mesures économiques, sociales et culturelles.

Marc-Arthur Fils-Aimé est directeur général de l'Institut Culturel Karl Lévêque.